

Un ancien chef de la D.G.S.E. parle... : Les services de renseignement à cœur ouvert?

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **131 (1986)**

Heft 12

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344743>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les services de renseignement à cœur ouvert?

une présentation du major Hervé de Weck

Récemment, Christine Ockrent, une ancienne journaliste vedette de la télévision française, publiait ses entretiens avec le comte de Marenches, un ancien patron de la sûreté extérieure¹. Ce spécialiste du renseignement, en poste sous Pompidou et Giscard d'Estaing, fournit des indications intéressantes, sans pour autant lever le voile qui recouvre les combats de l'ombre. Cette discrétion professionnelle n'empêche pas un franc-parler et des jugements sur la «politique politicienne» qui froisseront sans doute, en France, de nombreuses susceptibilités. Marenches «garde, avec un archaïsme non dénué de coquetterie, le mépris de l'argent et des simulacres du pouvoir, le sens du panache et de l'humour (...), le sens de l'honneur et le besoin de servir». Selon lui, l'affaire Greenpeace s'explique par les agissements de personnes qui voulaient porter une estocade aux services secrets de la V^e République. Là-dessus sont venus se greffer des règlements de compte entre politiciens.

Le rôle d'un service de renseignement

La D.G.S.E., qui tente de reconstituer les intentions stratégiques des grandes puissances, travaille à un

immense puzzle. Pour y parvenir, elle exploite d'innombrables indices qui restent peu parlants pour le profane. L'information du Président de la République et du Premier ministre, partant leur appréciation de la situation et leurs décisions dépendent de la qualité de ce travail. Encore faut-il que les conclusions des spécialistes leur parviennent. Le chef du renseignement assume cette tâche délicate qui nécessite parfois un grand courage, car il faut oser déplaire.

Sadoun Chaker porte une lourde part de responsabilité dans la décision irakienne de partir en guerre contre l'Iran. Ce demi-frère du président Saddam Hussein, qui se trouvait alors à la tête du SR, soutenait qu'un soulèvement populaire spontané se produirait en Arabistan, lorsque les soldats de Bagdad pénétreraient dans la région.

«Seul l'homme d'Etat encaisse les mauvaises nouvelles. L'homme politique les craint et c'est dire qu'il y a peu d'hommes d'Etat. Un homme politique est avant tout un marchand de bonnes nouvelles. Je ne sais pas s'il voit la vie en rose, mais par ses pro-

¹ Ockrent, Christine et Marenches comte de: *Dans le secret des princes*. Paris, Stock, 1986. 343 p. Un compte rendu plus succinct de ce livre a paru dans *Le Démocrate* du 22 octobre 1986.

messes démagogiques, il essaie de le faire croire aux électeurs.»

Les décisions de base, le feu vert pour des «actions spéciales» appartiennent aux *seules* autorités politiques et s'intègrent dans une stratégie globale. Le patron des renseignements «met en musique», assure l'exécution, même s'il ne partage pas les vues de ses supérieurs. En cas de divergences graves, il ne lui reste qu'à démissionner. L'oubli de ces principes place sur une trajectoire qui amènerait facilement aux aberrations totalitaires d'un Himmler ou d'un Beria.

La défense d'un Etat, prise dans son sens le plus général, exige des mesures qui dépassent les préoccupations de ministères et de services qui ne pratiquent pas toujours spontanément un «jeu d'équipe». Il faut imposer l'indispensable collaboration grâce à un «conseil national de sécurité» à la tête duquel on placera un homme capable de parler d'égal à égal avec les responsables de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense. Les services de renseignement, de contre-espionnage, ceux chargés de la lutte contre le terrorisme devraient être subordonnés à cet organisme.

KGB contre CIA

Des agents étrangers parviennent toujours à s'infiltrer dans un service de renseignement. S'ils ne le faisaient pas, cela signifierait que la manœuvre ne présente pour eux aucun intérêt, partant qu'ils n'ont rien à en espérer. Ces

«taupes», cependant, ne devraient pas parvenir à occuper des postes clés. Les agents vraiment dangereux restent pourtant longtemps en fonctions, «parce que le renseignement est le contraire de la pêche: ce sont les gros poissons qui passent entre les mailles du filet, ou plus exactement les gros ne sont pas menacés par le chalut, probablement parce qu'ils ne sont pas là quand il passe. Alors on attrape de la friture.»

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Département d'Etat américain, comme le président Roosevelt, fait confiance à Staline. Les fonctionnaires qui ne croient pas à la conversion du «petit père des peuples» se font rétrograder, tandis que les autres bénéficient d'un avancement rapide. Un réseau de sympathisants soviétiques s'infiltré au Trésor, au Département de la guerre et jusque dans l'entourage immédiat du président.

Sous le III^e Reich, les archives de la Gestapo et de l'Abwehr se trouvaient centralisées à Berlin. Les nazis conservaient une demi-douzaine d'exemplaires de chaque virement à leurs agents. Les Russes mirent la main sur la collection complète de ces papiers. Grâce aux renseignements qu'ils contenaient, ils ont pu faire chanter des personnes qui devinrent ainsi des «compagnons de route». Grâce à de tels soutiens, le KGB a pu alimenter, entre autres, des campagnes pacifistes et antinucléaires. Marenches, qui a sondé les archives nazies dont dispose la D.G.S.E., prétend que beaucoup de Français, illustres par leur passé de

résistants, travaillaient en réalité pour la Gestapo ou les services italiens.

Depuis 1983, le nombre des transfuges venus des services de l'Est s'accroît. Certains passent provisoirement le rideau de fer, afin de recueillir des informations de la bouche même de ceux qui les interrogent. D'autres prennent leur décision, parce que plusieurs «équipes» se sont succédé à la tête de l'Empire soviétique et que ces changements ont ruiné certaines carrières. Le goût de la liberté, un drame personnel, une histoire de cœur, des ambitions insatisfaites, voilà d'autres genres de motivations.

Le KGB et le GRU² forment la plus grande multinationale du monde, la plus riche, celle qui dispose du personnel le plus nombreux. Leurs cadres supérieurs figurent parmi les membres les plus importants de la «nomenklatura». Les filiales portent des noms variés, mais travaillent en étroite collaboration avec la maison mère, chacune exploitant au mieux ses compétences particulières. Les Roumains font leur effort principal auprès des membres de l'O.P.E.P. Puisqu'ils ont du sang latin, qu'ils se fondent bien dans le paysage et que beaucoup parlent magnifiquement le français, ils s'occupent aussi des Etats francophones. Les Polonais exercent dans le nord de la France où ils trouvent leurs compatriotes par centaines de milliers (résultats des exodes consécutifs à la Seconde Guerre mondiale). Ils travaillent aussi dans les milieux catho-

Aux Etats-Unis, l'administration Carter a décapité les services secrets. Par naïveté ou par angélisme, elle massacra littéralement un «capital humain» difficilement remplaçable, réussissant une opération à laquelle l'adversaire se contentait de rêver. Par bonheur, l'infrastructure technologique, en particulier les satellites d'observation, est restée intacte. La CIA éprouve aujourd'hui d'énormes difficultés à organiser des opérations qui restent secrètes pour la bonne raison que plusieurs comités internes et externes au service doivent se prononcer, ce qui porte le nombre de personnes initiées à une centaine... La presse risque par conséquent de recevoir rapidement des informations.

Le président Carter, ignorant tout des réalités du Proche-Orient, décida aussi de remplacer le Shah, qu'il considérait comme un «vilain» dictateur, et d'implanter dans la foulée en Iran un système démocratique calqué sur les Etats-Unis. Comme toujours, les responsables américains avaient une vision de ce pays qui correspondait à celle des gens qu'ils fréquentaient, c'est-à-dire des Iraniens sortis de Harvard ou de la Sorbonne, qui ne représentaient qu'un infime pourcentage d'une population dont la mentalité ressemble à celle de nos ancêtres du XI^e siècle. Le Shah, qui se considérait comme le défenseur de l'Occident et le gendarme du Proche-Orient, ne voulut

² Le GRU est le service de renseignement militaire.

pas croire à cette stratégie, tant elle lui semblait absurde. Il cherchait à sortir son pays des ténèbres du Moyen Age et, dans son désir de lui faire parcourir des siècles en quelques décennies, il commettait un certain nombre d'erreurs. Le régime des ayatollahs a-t-il prouvé sa supériorité démocratique?

Réflexions sur les problèmes actuels

L'immense majorité de l'Islam est sunnite, sans clergé véritablement structuré: chacun peut monter en chaire le vendredi pour parler de Dieu ou lire des sourates. Les chiïtes, qui se concentrent essentiellement en Iran, mais qui se trouvent aussi dans le centre de l'Afghanistan, au nord-est de l'Arabie Saoudite et à Bahreïn, semblent ébaucher, du Pakistan jusqu'aux bords de la Méditerranée, un empire fondé sur le fanatisme religieux. En Iran, quatre-vingt mille membres du clergé, dont les ayatollahs sont les évêques et les mollahs les prêtres, exercent une influence politique sur chaque village, chaque chef-lieu de canton. Le discours de Khomeiny est porteur, puisque «prononcé dans un style et un langage que nous ne connaissons plus: celui des analphabètes».

Le conflit en Afghanistan représente, selon Marenches, un des enjeux principaux de notre époque, car les Soviétiques ne cherchent pas seulement à éviter la contagion du fondamentalisme musulman et à contrôler un territoire; ils utilisent un tremplin

qui peut leur donner accès aux mers chaudes. S'ils y parvenaient, ils contrôleraient le détroit d'Ormuz et, grâce à leurs positions en Ethiopie, l'entrée de la mer Rouge. Dans ce contexte, l'importance de l'Afrique du Sud ne cesse de s'accroître, puisqu'elle se trouve sur la route du Cap. D'autre part, les produits de son sous-sol jouent un rôle primordial dans les économies occidentales. Le nombre des matières premières stratégiques s'élèverait à huit³. Les Soviétiques exercent un contrôle sur l'ensemble de ces produits, les Américains sur quatre d'entre eux seulement. Voilà qui éclaire les hésitations des gouvernements démocratiques concernant des sanctions contre Pretoria.

Ils manifestent également de la faiblesse face au terrorisme, parce que leurs membres continuent à penser en termes nationaux, alors que la stratégie des terroristes se veut internationale et globale. Marenches prétend que, dans la lutte contre cette forme de guerre, tous les coups devraient être permis aux services secrets. Les Soviétiques, peut-être à cause de leur longue habitude du totalitarisme, semblent le comprendre plus facilement que les démocraties. Les quatre Russes

³ 1. Le germanium pour l'électronique avancée; 2. le titane pour des alliages très résistants; 3. le magnésium pour les explosifs; 4. le platine pour les circuits à contact rapide; 5. le mercure pour la chimie nucléaire et les appareils de mesure; 6. le molybdène pour la fabrication de certains aciers; 7. le cobalt pour la chimie nucléaire; 8. le colombium pour les alliages spéciaux.

récemment enlevés à Beyrouth appartenaient, semble-t-il, au GRU qui aurait immédiatement kidnappé un certain nombre d'individus appartenant aux milieux libanais susceptibles d'avoir monté l'opération. Il en fit exécuter un par jour jusqu'à la libération de ses trois agents encore vivants. Le cadavre du quatrième avait été découvert sur un terrain vague de la capitale libanaise. Lorsqu'on n'a rien dans les mains, comment négocier avec des fanatiques?

Le KGB et certaines de ses succursales (bulgares?) se trouvent à la base de l'attentat contre Jean Paul II. Le pape vient de l'autre côté du rideau de fer; il connaît par conséquent les mentalités, les techniques de gouvernement en vigueur à l'est de l'Europe. «Comment, dit Marenches, percevoir l'enfer quand ont est un ange?» Les communistes détestent les gens qui comprennent leurs méthodes. D'autre part, ils se débarrassaient d'un pontife qui reprenait en main l'Eglise dont beaucoup de prêtres ne restent pas insensibles aux sirènes marxistes, quand ils ne manient pas eux-mêmes la kalachnikov.

Et l'avenir?

La désinformation, certaines actions terroristes qui visent à faire

tomber les démocraties comme des «fruits mûrs», se situent dans le contexte plus général de l'affrontement entre l'est et l'ouest qui pourrait déboucher sur des opérations militaires de grande envergure en Europe. Les responsables du Pacte de Varsovie ne souhaitent pas l'«apocalypse nucléaire»; rien d'étonnant à ce qu'ils n'engagent que leurs forces conventionnelles. Leurs troupes pourraient-elles stationner dans des pays ravagés par l'atome? Les communistes, par «religion», ne détruisent pas les usines et les machines. La puissance industrielle de l'Europe capitaliste, ajoutée à celle de l'Europe soviétique, ne formerait-elle pas un ensemble plus fort que les Etats-Unis? Selon Marenches, l'armement nucléaire français, c'est «en quelque sorte et pour beaucoup une nouvelle ligne Maginot derrière laquelle on peut ronronner tranquillement».

Les Européens doivent aussi prévoir le jour où les Américains se trouveront dans l'obligation d'évacuer tout ou partie de leurs forces stationnées sur le Vieux Continent, de les transférer à la frontière sud des Etats-Unis, afin de la rendre «étanche» à une émigration clandestine massive qui met le pays en grand danger.

H. de W.